

# La Belgique en pointe aux côtés du Mali

MALI Groupes rebelles, trafiquants, terroristes sont toujours actifs dans ce pays du Sahel deux ans après la signature des accords de paix

► Dans ce pays tenu à bout de bras par la communauté internationale, ce sont de hauts responsables belges qui dirigent les principales forces internationales.

► La très imposante mission de l'ONU au Mali, mais aussi les deux missions européennes de formation de l'armée et de la police maliennes.

REPORT

BAMAKO

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Entre les étals des marchands de meubles installés sur les terre-pleins de sable rouge, des troupeaux de moutons pas très épais attendent les acheteurs. Le berger-vendeur tient ses bêtes à l'œil, bâton à la main. Mais les acquéreurs sont rares : cette année, les moutons sont trop chers. Aux consommateurs fâchés par ces prix élevés, les bergers expliquent que c'est à cause des « péages » qu'ils ont dû, sur la route vers la capitale, payer aux nombreux barrages établis par des policiers ! Pas des rebelles, ni des terroristes ni des trafiquants, toutes espèces qui pullulent au Mali, mais des agents de cet Etat qui devrait protéger ses citoyens et veiller à l'Etat de droit.

« Les Maliens ne supportent plus cette corruption omniprésente ni la faiblesse extrême de cet Etat qui, cinq ans après les événements de 2012, n'a pas réussi à se remettre en marche », soupire Fatou, étudiante en langues modernes.

En 2012, les Touaregs, s'estimant lésés, s'étaient alliés à des groupes islamistes pour chasser l'Etat malien du nord du pays. Et après un coup d'Etat calamiteux, les rebelles avaient progressé, menaçant la capitale Bamako. La France, alliée du Mali, avait déployé ses troupes lors de l'opération Serval, appuyée quelques mois plus tard par une opération de l'ONU visant à libérer le nord de la férule de groupes islamistes qui y avaient détruit les monuments de Tombouctou et imposé par la violence leur mode de vie.

Quelques heures à Kidal

En 2015, l'accord de paix d'Alger était signé entre l'Etat malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une alliance de groupes rebelles touaregs et arabes. Il prévoyait notamment la mise en place dans le nord de patrouilles mixtes et l'installation d'autorités intérimaires. Deux ans plus tard, cet accord n'est guère appliqué et l'Etat malien est loin de contrôler tout son territoire. A Kidal, le nouveau gouverneur n'a passé que quelques heures sur place au mois d'août, grâce à une trêve entre la CMA et un groupe rival.

Et dans le centre du pays, un nouveau mouvement djihadiste, le Front de libération du Macina, dirigé par un prédicateur peul, a revendiqué de nombreuses attaques mortelles près de Mopti.

Le président, IBK, qui avait été triomphalement élu en 2013 avec plus de 77 % des suffrages, a profondément déçu. « Au lieu de s'occuper des vrais problèmes du Mali, reprend Fatou, il a essayé de nous imposer un référendum sur un changement de Constitution qui lui aurait accordé des pouvoirs démesurés. Grâce à une forte mobilisation citoyenne, il a reporté ce projet. Mais les citoyens ne lui font pas confiance, il y a énormément de corruption dans son gouvernement, alors que la population se débat pour survivre. On ne fait pas plus confiance à la France, qui mène dans le nord une opération contre les djihadistes : beaucoup la soupçonnent d'avoir un agenda caché. Et la Minusma, la mission de stabilisation de l'ONU au Mali, n'est guère mieux perçue. Les gens ne comprennent pas : cette mission coûte très cher et l'insécurité n'a pas diminué, au contraire. »

« Les femmes sont les principales victimes de cette crise, enchaine Doumbia Mama Koïte, de la Plateforme des femmes leaders au Mali. Nous avons subi tant de violences, beaucoup de femmes du nord ont tout perdu. Nous voulons participer à une paix durable mais,

dans le nord, il n'y a plus de routes, d'écoles, de travail ni de justice pour les femmes qui ont été violées. Tout est à refaire. Et la nuit, quand nous entendons

des coups de feu et que nous avons peur, la Minusma ne fait rien, elle ne sort pas de ses campements ! »

Dans les bureaux immaculés de l'ONU à Bamako, le général belge Jean-Paul Deconinck, chef de la Minusma depuis avril dernier, relativise : « La solution du problème malien est régionale, et nous sommes là pour soutenir l'Etat malien. Notre rôle, c'est d'aider les forces maliennes à installer les conditions de sécurité nécessaires à l'application des accords de paix. Nous ne sommes pas là pour les remplacer, nous n'avons pas de mandat antiterroriste. »

Outre la Minusma, qui peut compter sur des effectifs nombreux (11.300 militaires, 1.920 policiers, 1.180 civils), l'effort international de soutien au Mali est en effet partagé entre diverses structures : l'opération française Barkhane s'attaque aux terroristes, l'opération européenne EUTM forme les militaires maliens, l'Eucap fait de même pour les forces de sécurité, et le G5 Sahel, formé par cinq pays de la région, doit composer une force régionale pour contrer les trafiquants et les terroristes.

« L'avantage d'une mission comme celle de la Minusma par rapport à une opération Otan, reprend le général belge, c'est qu'ici, outre la composante militaire, nous avons des unités en charge du soutien politique, de l'aide humanitaire et du développement. Nous avons une action plus globale. »

S'il y a pour l'instant 28 Belges dans la Minusma, le général Deconinck est heureux de pouvoir compter début 2018 sur le renfort de deux hélicoptères belges NH90 accompagnés de 80 personnes, et d'un avion de transport C-130 avec une cinquantaine d'hommes. En outre, une unité de reconnaissance, le bataillon Istar d'Heverlee, sera déployée l'an prochain au Mali, soit 120 personnes. « La participation des soldats belges au Mali, souligne le général, est une réelle plus-value, bien importante que lorsqu'ils sont déployés dans les rues de Bruxelles. Certes, ils y répondent à une demande, mais ils perdent leur expertise alors qu'au Mali, elle se développe. » ■

VÉRONIQUE KIESEL

## formation « Ici au Mali, l'Europe existe vraiment »

KOULIKOURO

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Un groupe de soldats appartenant à la force terrestre malienne est en pleine opération : les hommes doivent encercler un commando ennemi pour le neutraliser. Les militaires font mouvement sous les ordres de leur chef. Petit détail : au lieu de tirer, ils crient : « Po-po-po-po-po-po ! » Et ceux qui incarnent les ennemis se laissent tomber par terre et sont désarmés sans brutalité. Nous sommes au

milieu d'un exercice : un instructeur irlandais coordonne cette formation de douze semaines suivie par ces militaires maliens.

C'est dans le centre d'entraînement de l'armée malienne de Koulikouro, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Bamako, que l'EUTM (Mission de formation de l'Union européenne au Mali) s'est installée. Décidée en décembre 2012 par le Conseil européen, approuvée par l'ONU, la mis-

sion a démarré en janvier 2013.

Plus de 11.000 militaires maliens, soit un tiers de l'armée malienne, ont déjà suivi une formation. Depuis juillet 2016, l'EUTM est dirigée par des généraux belges : après Eric Harvent et Peter Devogelaere, c'est, depuis le 12 juillet dernier, le général de brigade Bart Laurent qui est aux commandes.

« Nous sommes là pour entraîner les forces armées maliennes, tous

niveaux d'armes confondus, détaille le général Laurent. Les militaires maliens sont de vrais guerriers, des combattants courageux, ils sont très motivés lors de l'instruction. Mais l'armée malienne a des problèmes d'organisation, d'équipement, et les soldats sont mal payés. Et ils ne sont guère aimés par la population. Nous travaillons à tout cela. Lors des deux premiers mandats de l'EUTM, nous avons formé un maximum de bataillons. Pour le 3<sup>e</sup> mandat, nous

avons formé, en plus, à la demande des Maliens, des hommes au renseignement, en nous concentrant sur

les jeunes cadres. Nous essayons de travailler de façon plus structurée avec l'école militaire où sont formés officiers et sous-officiers, mais c'est encore difficile. Nous avons aussi une fonction de conseil: nous ne partons pas en opération avec eux sur les points les plus chauds, comme nous le faisons en Afghanistan, mais nous allons dans leurs garnisons dans le nord pour conseiller les officiers d'Etat-major, ce qui nous permet aussi de ré-entraîner des unités avec lesquelles nous avons déjà travaillé.»

Retour sur le terrain. Le lieutenant-colonel belge Lieven Geerart, responsable de la formation et des forces de protection à Koulikouro,

observe des artilleurs maliens apprenant à manier une pièce d'artillerie soviétique D30: « Quand j'étais en formation, on étudiait cette arme ennemie pour bien la connaître si on y était confrontés lors d'un conflit. Aujourd'hui, nous apprenons aux militaires maliens à l'utiliser », sourit-il.

Un peu plus loin, un cours de secourisme militaire d'urgence est dispensé par une jeune Allemande blonde en uniforme. Un militaire malien joue le blessé et ses camarades apprennent les gestes nécessaires: limiter une hémorragie, libérer les voies respiratoires, etc. « Nous répondons aux demandes des Maliens, précise Lieven Geerart. Comme ils sont sur le terrain

confrontés à des terroristes aguerries, ils veulent apprendre les tech-

niques qui peuvent leur sauver la vie: être capable de tirer mieux, un entraînement médical pour sauver les blessés au combat, et apprendre à éviter les engins explosifs improvisés qui font de gros dégâts.»

L'EUTM, ce sont 576 militaires venus de 22 pays différents, essentiellement européens, chargés de la formation, de son encadrement et de sa protection. Parmi eux, 186 militaires belges, qui forment le principal contingent, suivis des Espagnols et des Allemands. « Ce n'est pas toujours facile de travailler avec autant de nationalités, reprend le général Laurent, il y a un mélange de langues, mais c'est passionnant. Ici, au Mali, l'Europe existe vraiment, et nous sommes au cœur de ce qu'elle peut faire de plus positif.»

C'est aussi l'Union européenne qui est aux commandes de la mission Eucap, commandée ad interim par le super-intendant en chef de la police judiciaire belge, Frank Van Der Mueren: « Notre tâche, c'est d'assister et conseiller les forces de sécurité intérieure du Mali. Nous fournissons des formations et des conseils stratégiques à la police, à la gendarmerie et à la garde nationale, ainsi qu'aux ministères compétents, afin de soutenir la réforme du secteur de la sécurité voulue par le gouvernement malien », détaille le haut responsable belge.

« La mission, poursuit-il, avait été lancée en avril 2014, et notre nouveau mandat inclut aussi la gestion des frontières, qui font tout de même 7.000 km de long, et le contre-terrorisme. Dans le nord,

nos collègues maliens sont confrontés à des trafics de migrants mais aussi de drogue, qui financent souvent des groupes djihadistes. La cocaïne, qui n'entre plus dans les ports européens car les contrôles ont été renforcés, arrive d'Amérique du Sud par la Guinée ou le Bénin. Des passeurs lui font traverser plusieurs pays d'Afrique, dont le Mali, à destination de la Libye. Et ces passeurs, très bien payés, contribuent à l'économie locale dans le nord, où ils s'approvisionnent en essence et en nourriture. La population profite donc de ce trafic. La tâche de la police malienne est donc aussi compliquée que délicate.»

#### Droits humains

« Pour les aider, nous avons comme effectifs 120 agents internationaux, dont 16 Belges qui ont été détachés par le ministère des Affaires étrangères, de l'Intérieur ou de la Justice. Nous n'avons pas de mandat exécutif mais nous dispensons des formations généralistes qui durent 4 semaines: on forme les officiers et sous-officiers au maintien de l'ordre, au management hiérarchique, à la déontologie, aux droits humains. Et nous dispensons aussi des formations spécialisées aux experts de la police scientifique, à la détection de documents frauduleux ou à la protection des personnalités, conclut Van Der Mueren. Mais leurs unités manquent cruellement de moyens techniques. Heureusement, dans le nord, ils sont très forts en renseignement: tout le monde connaît tout le monde! » ■

V. K.

## Reynders « Allier diplomatie, défense et développement »

### ENTRETIEN

Le ministre des Affaires étrangères belges était la semaine dernière en visite au Mali et au Tchad.

#### Le Mali, c'est important ?

Oui, parce que le problème de la migration et celui du développement des terroristes nous touchent directement en Belgique. Au Mali, nous expérimentons grandeur nature l'application de notre nouvelle approche globale des trois « D »: allier diplomatie, défense et développement. On est plus efficaces quand on travaille sur ces trois axes, sous le lead des Affaires étrangères. Diplomatiquement, nous sommes en contact bilatéral suivi avec le Mali. Et nous avons décidé de transformer le bureau diplomatique que nous avions à Bamako pour lui donner rang d'ambassade. Par ailleurs, les besoins du Mali en matière de sécurité et de défense sont immenses. Nous avons donc

engagé une forte présence belge au sein de la mission de l'ONU et des missions européennes EUTM et Eucap. Tant à la Minusma qu'à l'EUTM, les généraux belges aux commandes sont entourés d'une importante équipe belge. Et si la présence belge va diminuer en 2018 à l'EUTM, elle va monter en puissance à la Minusma. Et il y a enfin le développement: en juin 2016, un nouveau programme indicatif portant sur 31 millions d'euros a été signé, qui s'ajoute à ce qui est fait en matière de développement avec nos contributions à l'Union européenne et à l'ONU. Il faut de façon urgente développer les zones reconquises sur les groupes armés.

**Mais dans un contexte aussi instable, nos militaires ne sont-ils pas en danger au Mali ?**

Depuis le drame du

Rwanda, il y a eu une évolution dans la gestion des risques lors des opérations de nos militaires à l'étranger: la règle désormais, c'est de leur faire courir le risque le plus faible et d'éviter au maximum tous les dégâts collatéraux. Mais, le risque zéro n'existe pas. On s'est rendu compte lors de cette visite que la majeure partie du déploiement a pour mission la protection de nos propres troupes. Le camp de Koulikouro que nous avons visité et où est installé l'EUTM est plus protégé qu'une ambassade, et les Allemands y ont installé un petit hôpital de façon à ce qu'un militaire y reçoive

le même type de soins que s'il était en Allemagne. Tous ces équipements sont évidemment très différents de ceux de l'armée malienne. Nous avons vu les formateurs européens travailler en gilet

pare-balles face à des militaires maliens en chemise... Cela pose des questions sur la manière de les aider à être mieux équipés en équipements et en protections: via de la seconde main ?

**Mais malgré tous ces efforts notamment européens, la situation se dégrade au Mali...**  
En effet, il y a une détérioration dans le nord et le centre, et l'Etat

est encore absent de larges pans du territoire national. Alors que des élections régionales et municipales doivent avoir lieu avant la fin de l'année et des présidentielles l'an prochain, notre message aux autorités, c'est qu'on aimerait éviter des troubles politiques. Parce que s'il faut aussi sécuriser Bamako, il faudra retirer des forces ailleurs. Nous avons

donc insisté sur le fait que ce sont les Maliens qui doivent trouver des solutions politiques. Oui, il faut améliorer la gouvernance. Et prendre en compte le fait que les groupes radicaux terroristes se financent aussi par les trafics de drogues et de migrants. Si on veut éviter qu'ils recrutent encore plus, il faut mettre en place un développement de base, avec des activités

économiques. Et si les forces maliennes deviennent vraiment efficaces, qu'elles arrivent à traquer les terroristes et trafiquants, cela devrait décourager les jeunes de rejoindre les rangs de ces groupes. La force conjointe G5 Sahel qui va être déployée aux frontières du Mali devrait permettre de bloquer les trafiquants et terroristes. ■

Propos recueillis par  
V. K.

## HRW ACCUSE L'ARMÉE MALIENNE

### Graves violations des droits humains

Les Forces armées maliennes ont commis des « meurtres extrajudiciaires » et des « actes de torture » lors de leurs opérations contre les groupes armés islamistes dans le centre du Mali, a dénoncé vendredi Human Rights Watch (HRW), qui épingle également l'armée du Burkina et les groupes djihadistes.

« Les opérations militaires menées par les forces armées du Mali et du Burkina Faso afin de contrer la présence croissante de groupes armés islamistes dans le centre du Mali ont occasionné de graves violations des droits humains », a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme. « Depuis la fin de 2016, les forces maliennes se sont livrées à des meurtres extrajudiciaires, à des disparitions forcées, à des actes de torture et à des arrestations arbitraires à l'encontre d'hommes accusés de soutenir les groupes armés islamistes », dénonce HRW. Ces violations se sont produites entre la fin 2016 et juillet dernier dans la région de Mopti (centre), une zone qui inquiète l'ONU en raison de sa « situation sécuritaire volatile ».

Des exactions ont également eu lieu « dans une moindre mesure » dans la région de Ségou, ville située à 240 km au nord-est de la capitale Bamako.

V.K.

## EXTRAITS

### Sur la personne de Macron

« Voilà un homme qui tous ses interlocuteurs sourit, plante son regard sur le leur, un homme qui à leurs messages, leur fait l'impression qu'ils comptent, un homme qui montre tactile, chaleureux, accessible, accessible homme-là, on ne lui parle pas d'amis. »

### Sur sa famille

« C'est sa zone sensible sa fragilité non dissimulée C'est son talon d'Achille qu'il veut atteindre, lui, s'il lui fait perdre son cœur alors c'est là qu'il faut le frapper. »

**PARIS**

DE NOTRE ENVOYÉE PERRIN

Un homme qui ne passe pas de journée sans lire et qui publie son dix-huitième livre. La rencontre avec Emmanuel Macron et Perrin ne pouvait déboucher sur un livre. Et celui-ci était évidemment « L'usage de roman ». Faut-il dire Oui. Mais pas forcément. Quand bien même Perrin a choisi, en regardant d'œil à Marguerite Yourcenar, de nommer son héros « M. ». Le livre qui vivra dans les éditions Julliard connaîtra certainement un succès. L'auteur confesse la limite de l'exercice : « L'actuel locataire de l'île y a quelque chose de sphinx, version *Mitteleuropa*, une part de mystère. » Il décrit comme un « coffre-fort », un homme qui, plus que tout autre avant lui, n'a jamais l'armure ».

L'exercice est connu. Emmanuel Reza avait suivi la carrière de Nicolas Sarkozy. La lecture de François Hollande et de romanciers de la droite montraient, sur les coulisses de leur vie, une autre dimension des hommes de pouvoir. On peine à découvrir l'histoire d'une aventure pour un point extraordinaire. Le récit de l'écriture de l'écrivain Emmanuel Besson se connaît depuis deux ans) avec Emmanuel Macron n'est pas en ce sens qu'il confesse avoir été « né » par une image de Besson qui pouvait devenir Besson conserve avec une distance, ou au moins une « bienvenue ». Le souci est que l'on revit certains épisodes de la campagne à travers de l'écrivain, sa plume vient pas vraiment à mener « de l'autre côté du miroir ». Quant au style de la campagne, le documentaire L'Hénoret (*Les coulisses de la victoire*) l'avait déjà partiellement dévoilé.

**Les rois de France**

Le lecteur ne découvre pas un « autre » Emmanuel Macron malgré tout quelques éléments qui éclairent le personnage. On apprend ainsi que la déclaration de candidature de Emmanuel Macron à l'Élysée, dans un contexte de campagne présidentielle, est un acte de bravoure, le futur président